

Les métamorphoses de la domination sociale : la bourgeoisie progressiste et les quartiers populaires

SYLVIE TISSOT
professeure de sciences politiques à l'Université Paris 8, auteure de *De bons voisins, Enquête dans un quartier de la bourgeoisie progressiste*, Paris, Raisons d'Agir, 2011.

Les classes supérieures savent protéger leurs intérêts. La vigilance avec laquelle les familles veillent aux réussites scolaires garantit la reproduction sociale. Des liens sont maintenus et entretenus afin d'assurer une circulation fluide entre les différentes sphères de pouvoir, à commencer par le monde des affaires et celui de la politique. Les quartiers résidentiels ou espaces de villégiature semblent jalousement gardés, parfois purement et simplement appropriés, pour maintenir à distance les populations socialement ou culturellement « différentes ». Mais la reproduction n'est pas une mécanique immuable. Elle exige un incessant travail d'innovation collective qui, bien souvent, modifie les cadres dans lesquels elle s'opère. Les classes dominantes savent en effet emprunter des chemins moins fléchés, s'aventurant parfois dans des espaces, sociaux et culturels, qu'elles avaient jusque-là ignorés ou délaissés. On voit alors se recomposer les frontières : certaines sont effacées, d'autres consolidées.

C'est à une transformation contemporaine de ces frontières que je me suis intéressée lors d'une enquête menée à Boston, aux États-Unis, auprès d'une fraction particulière de la bourgeoisie. Retraçant l'émergence progressive d'un pouvoir de notables dans un quartier anciennement populaire, j'ai voulu mettre en lumière la manière dont, confrontées à l'ébranlement des années 1960, les élites avaient été conduites à redéfinir leurs rapports aux autres groupes sociaux. Est ainsi apparue sur la scène urbaine une bourgeoisie pour qui la proximité de pauvres n'est pas un stigmate, qui condamne ouvertement le racisme, et fréquente des gays, en d'autres termes une bourgeoisie qui goûte la « diversité ».

L'ébranlement des années 1960

La révolte des Noirs états-uniens, des ouvriers, des étudiants, des peuples colonisés, des femmes et des gays est

venue ébranler les élites et la structure sociale qui garantissait jusque-là leur pouvoir, en Europe comme aux États-Unis. Dans ce dernier pays, le mouvement des droits civiques, né dans le Sud en réaction à une ségrégation raciale institutionnalisée, gagne dans les années 1960 le Nord, où la ségrégation, moins ouverte, n'en est pas moins profonde. Mais ce n'est pas seulement la structure raciale qui suscite un vent de révolte. Toutes les hiérarchies sociales sont contestées : les élites *White Anglo-Saxon Protestant* (WASP) encore largement antisémites¹ ; le modèle familialiste exaltant le bonheur domestique, forcément hétérosexuel, des banlieues résidentielles ; etc... Sans qu'il y ait, évidemment, de mouvement homogène et coordonné, la guerre du Vietnam, qui ne prend fin qu'en 1975, achève d'ébranler les consciences, notamment au sein de la jeunesse. La foi dans une *American way of life* combinant prospérité intérieure et puissance extérieure s'affaiblit, jusque dans les rangs d'une bourgeoisie dont les enfants manifestent leur colère sur les campus universitaires.

Des marches dans le Sud pour soutenir les luttes des Noirs jusqu'à l'action clandestine, de l'adhésion à la *Students for a Democratic Society* en passant par les groupes hippies, féministes et gays qui fleurissent dans les années 1970 (et forment ce qu'on va appeler la *New Left*), l'engagement politique de cette génération présente une grande diversité. Au-delà de ces engagements, la jeunesse des classes moyennes et supérieures marque de multiples façons son refus de la société à laquelle les préparent leurs aînés. À l'instar de la musique ou de la littérature, les choix résidentiels de cette catégorie sociale témoignent de ce rejet. Dans de nombreuses villes, de jeunes étudiants ou ménages diplômés s'installent en effet dans les quartiers de centre-ville jusque-là fuis par les Blancs. Alors que les classes moyennes, soutenues par le gouvernement fédéral, avaient fait des banlieues résidentielles leur terre d'élection après la Seconde Guerre mondiale, des quartiers populaires, souvent noirs, attirent à partir des années 1960 des individus que tout aurait dû diriger vers des quartiers plus protégés et plus homogènes.

L'étude de l'espace résidentiel se révèle aujourd'hui particulièrement fructueuse lorsqu'on cherche à analyser ce que l'ébranlement des années 1960 a fait à la bourgeoisie. Traduisant une rupture sociale et politique, l'installation d'une fraction de la bourgeoisie dans des quartiers pauvres a donné lieu à des stratégies ambivalentes, provoquant une reconstruction des frontières, spatiales mais aussi sociales et symboliques. Comment, en effet, s'affirmer « en rupture » avec

1. Jerome Karabel, *The Chosen : the Hidden History of Admission and Exclusion at Harvard, Yale, and Princeton*, Boston, Houghton Mifflin Co., 2005.

son milieu d'origine sans fragiliser ses positions ? Comment rester « progressiste » quand on est confronté localement à des mouvements qui ne se contentent plus de dénoncer les discriminations légales, mais pointent désormais les racines structurelles de la pauvreté et de la ségrégation ? Comment vivre dans le même quartier que d'« autres », dont les rapports à l'habitat, au voisinage, aux commerces sont vécus comme si différents ? La proximité spatiale, sans annuler les distances sociales, va amener à inventer des manières de « se mêler sans se confondre »².

À Boston, dès les années 1960, de jeunes ménages blancs des classes moyennes mais aussi supérieures s'installent dans un quartier, le *South End*, considéré alors comme le *ghetto* de la ville et, pour un grand nombre d'entre eux, y accèdent à la propriété. Ce quartier, où réside une forte population noire (39% de la population du quartier en 1970), a également vu succéder les générations de migrants venus du Moyen Orient, du Québec, de Chine et plus récemment de Porto Rico. Des années 1960 à nos jours, les nouveaux propriétaires vont progressivement former une véritable élite locale, disposant d'un pouvoir non négligeable sur les projets immobiliers et commerciaux du quartier et sur l'organisation des espaces publics. Surtout, ces « bons voisins » conquièrent le pouvoir de « donner le ton »³ : des restaurants exotiques mais chics ont ouvert ; les parcs rénovés accueillent désormais les promeneurs et leurs bouledogues français ; l'architecture victorienne, rénovée, est protégée par des règles strictes ; les habitants à bas revenus, le plus souvent noirs et hispaniques, sont cantonnés dans leurs cités.

L'emprise sur l'espace ne s'est pourtant pas faite mécaniquement, sur la seule base de ressources économiques. Celles-ci se sont certes révélées décisives après que les politiques de rénovation urbaine ont rendu le *South End* plus attractif, et ce alors que les prix immobiliers dans le Boston des années 1990 rendaient l'accès aux quartiers bourgeois traditionnels plus difficile. Néanmoins, au-delà des ressources proprement financières, ce groupe s'est imposé à la suite d'une véritable mobilisation. Organisée dans les salons, les terrasses ou les petits jardins des maisons rénovées, lors des soirées caritatives, des conférences sur l'histoire du quartier ou encore des dégustations de vin, cette mobilisation est moins visible et bruyante que celles des locataires noirs et portoricains de la fin des années 1960 et des années 1970. Surtout, elle passe par des alliances inattendues. Où et sur la base de quelles frontières ce groupe de notables progressistes a-t-il été amené à se former ?

2. Edmond Goblot, *La barrière et le niveau. Étude sociologique sur la bourgeoisie française moderne*, Paris, Presses universitaires de France, 1967, p. 41.

3. Jean-Claude Chamboredon et Madeleine Lemaire, « Proximité spatiale et distance sociale dans les grands ensembles », *Revue française de sociologie*, vol. 11, n° 1, 1970, p. 3-33. Et ce même si les Blancs ne forment que 50% de la population du *South End* aujourd'hui, tandis qu'un quart vit en dessous du seuil de pauvreté.

Alliances et mésalliances

Dès les années 1960, ils commencent à acheter des maisons dans le *South End*, et à les rénover. Ravaler les façades, abattre les murs, restaurer les moulures, ce travail proprement matériel est aussi rendu possible par les liens qui se nouent entre ces « pionniers » – terme ambivalent qui fait passer au second plan les habitants déjà là, pour mettre en avant la « Renaissance » du *South End*. Les conseils et les encouragements que se procurent les nouveaux propriétaires les aident à s'installer dans un environnement urbain inconnu, que les préjugés raciaux, et pas seulement la délinquance, rendent souvent inquiétant. Le milieu associatif permet de renforcer ces liens. Surtout va s'y sceller une alliance avec d'« anciens » habitants aux profils pourtant bien éloignés. Dans les associations de quartier se retrouvent en effet traditionnellement des propriétaires d'hôtels meublés logeant des familles immigrées, ou encore des hommes seuls dans de simples chambres. Ces propriétaires sont souvent des femmes, proches de leurs locataires de milieu populaire, mais soucieuses de mener leurs affaires en s'attirant l'appui de conseillers municipaux bien placés.

L'engagement associatif est alors fortement encouragé par la mairie. Prise à partie par les mouvements noirs qui se développent à Boston, notamment après la visite de Martin Luther King en 1965 puis son assassinat en 1968, la municipalité démocrate met en place une politique plus participative. Elle accède à certaines demandes, en construisant d'importantes cités de logement social. Cependant, elle encourage parallèlement les « pionniers » à s'engager dans les mairies de quartier, dans les associations et autres instances participatives. De sorte que les associations locales du *South End* vont bientôt voir se côtoyer ces femmes des fractions inférieures des classes moyennes, d'origine québécoise, irlandaise ou libanaise, souvent catholiques, et ces jeunes ménages blancs en plein projet immobilier, pour beaucoup issus de la bourgeoisie protestante, et qui ont parfois grandi dans les banlieues résidentielles cossues de Boston.

Une véritable cogestion de la rénovation du quartier se met alors en place. Une lutte commune est menée contre la délinquance mais aussi contre les bars considérés comme les plus mal famés. Les habitants mobilisés parviennent à en faire fermer vingt-huit. À partir des années 1980, les nouveaux propriétaires vont rester seuls actifs dans les associations de quartier. Les propriétaires d'hôtels meublés quit-

tent peu à peu le *South End*. Ils réalisent souvent des profits conséquents en vendant leurs biens à des promoteurs qui s'empressent de les découper en appartements rénovés.

Au sein de ce secteur associatif, fief d'un pouvoir local émergent, s'opère un autre déplacement, celui-ci plus durable. Il va conduire à rapprocher les « nouveaux » d'autres propriétaires, que la bienséance bourgeoise avait pourtant coutume de condamner avec sévérité. Il s'agit des gays qui s'installent à partir des années 1960 dans le *South End*. Proche des bars de centre-ville, ce quartier populaire permet de vivre plus librement des mœurs alors stigmatisées. Plusieurs gays, connus pour leurs pratiques sexuelles sans les assumer ouvertement, jouent un rôle de premier plan dans les organisations locales des nouveaux propriétaires. Quarante ans plus tard, une sociabilité très *gay friendly* se donne à voir dans ce monde associatif, où la présence de gays est parfaitement acceptée voire recherchée. Mais ceux qui sont désormais intégrés à la bourgeoisie locale sont généralement des hommes, blancs, de statut socio-économique élevé, engagés dans des relations de couple stables, et parfois des projets matrimoniaux et familiaux.

Parallèlement à ces alliances avec les classes moyennes déjà installées et les gays récemment arrivés, des frontières strictes sont érigées, maintenant à distance les locataires noirs et hispaniques. Bien entendu, ces placements et déplacements sociaux ne s'opèrent pas sous une forme explicite et organisée. Ni d'ailleurs unanime. Les nouveaux propriétaires blancs du *South End* ne forment pas un groupe homogène, notamment du point de vue des positionnements politiques. Et ce sont les plus conservateurs qui vont mener un combat acharné contre les mouvements de locataires réclamant la construction, sur place, de logements bon marché. Ce combat est mené au sein d'une société savante, la société historique du *South End*, oeuvrant pour la préservation de l'architecture « victorienne ».

À côté de la défense de l'« environnement », le goût pour l'architecture du XIX^e siècle devient le mot d'ordre d'une campagne menée au milieu des années 1970 pour stopper la construction de logements sociaux dans le *South End*. La société historique devient alors la bête noire des mouvements de locataires. Composée d'agents immobiliers et de propriétaires férus de culture, elle organise des soirées, des visites du quartier et obtient, auprès de la municipalité, le label « historique », faisant ainsi augmenter la valeur du *South End*. Leur entreprise, directement politique et économique, s'accompagne

de luttes symboliques subtiles, puisque la société savante impose aussi une certaine histoire du quartier. Dans ce récit, l'ancienne bourgeoisie du *South End* est célébrée tandis que les immigrés qui lui ont succédé à la fin du XIX^e siècle sont effacés des mémoires, sauf pour être stigmatisés. Ceux qui ont redécouvert les merveilles architecturales du XIX^e siècle à partir des années 1960 se sont ainsi érigés en notables légitimes du quartier et ont vu leurs opposants disparaître à mesure que déclinait les mouvements militants.

Une diversité bien ordonnée

Au cours des années 1990, le rapport des notables du *South End* avec les autres groupes sociaux va se pacifier puis se stabiliser, pour s'incarner dans le mot d'ordre de la *diversity*. Il ne s'agit pas ici d'une invention locale ; ou plutôt, ce ralliement autour d'une nouvelle « cause » est rendu possible par deux transformations plus larges. La première renvoie au succès rencontré par un nouveau discours sur la ville. L'urbanisme moderniste subit alors une attaque en règle. On dénonce les désastres que constituent les uniformes et ennuyeuses banlieues résidentielles et la destruction de pans entiers de quartiers anciens. À l'inverse, les quartiers comme Greenwich Village de New York (ou encore Bastille et le quatorzième arrondissement à Paris), la densité de leurs commerces, la diversité de leur population, la richesse des liens sociaux font l'objet d'un nouvel émerveillement.

Aux États-Unis, ce discours s'accompagne d'une institutionnalisation de la « diversité », qui n'interviendra que plus tard en France. Au début des années 1990, alors que la politique d'action positive a été redéfinie en promotion de la diversité culturelle⁴, le Parti démocrate érige cette même notion en mot d'ordre, tout en la redéfinissant. Elle ne concerne plus seulement les Noirs, mais un ensemble de groupes sociaux : femmes, gays etc. Surtout, l'objectif de la promotion institutionnelle de la diversité n'est pas tant de questionner les rapports de pouvoir ; il s'agit plutôt de multiplier la présence de représentants de ces groupes, présence censée bénéficier à tous. Finalement, dans le contexte d'une montée en puissance des républicains dans les années 1980 et 1990 mais aussi de recentrage idéologique du Parti démocrate sous Bill Clinton, la notion de diversité devient le point de ralliement d'une gauche profondément transformée.

On retrouve une vision analogue de la diversité dans le *South End*. Mot d'ordre des associations de quartier où se

4. Daniel Sabbagh, *L'égalité par le droit : les paradoxes de la discrimination positive aux États-Unis*, Paris, Économica, 2003.

rassemble la bourgeoisie progressiste, c'est un marqueur identitaire fort. Il revient comme un *leitmotiv* dans les entretiens que je réalise avec mes enquêtés, prompts à vanter la présence simultanée de gays, d'habitants des cités, de minorités...

Le travail monographique part du principe que le local n'est pas le seul décalque d'évolutions générales ; il peut aussi mettre au jour ce que d'autres cadrages ne permettent pas toujours de voir. L'enquête dans le *South End* dégage ainsi les rapports qui se nouent, au nom de la diversité, entre les groupes sociaux. Dans ce quartier, la mobilisation pour la diversité n'est pas un vain mot, une simple façade masquant des intérêts bien compris. Elle se traduit d'abord par une entreprise, initiée par les plus mobilisés, pour socialiser les nouveaux habitants à une réalité urbaine à laquelle ils ne sont pas accoutumés : proximité avec des cités d'habitat social ; présence dans la rue de sans-logis, pour la plupart noirs, hébergés dans le foyer du quartier ; déambulations de personnes âgées exclues des hôpitaux psychiatriques ; examen hebdomadaire des ordures par des femmes chinoises en quête de canettes consignées...

Tout un travail est réalisé, dans les fêtes, les promenades du quartier, les événements caritatifs pour offrir une image positive et rassurante de ces contrastes sociaux. Transformé en marque de tolérance et d'ouverture (permettant de se distinguer des habitants frileux des banlieues résidentielles ou des quartiers bourgeois), le goût pour la diversité devient ainsi l'objet d'une véritable cause. Celle-ci s'incarne dans des positionnements moraux, fondement essentiel du statut de notables, et des pratiques variées. Au don classique d'argent aux associations locales, s'ajoutent, tout aussi classiquement, les repas préparés et servis (le plus souvent par des femmes) à des sans-logis. D'autres participent à des groupes interraciaux ou œcuméniques permettant de faire progresser le « dialogue », tandis que certains se mobilisent pour la construction de logements mixtes dans le quartier.

Si les plus progressistes défendent ainsi ouvertement la présence d'habitants à bas revenus, celle-ci doit toutefois garder des proportions limitées. Telle est en effet la clef de cet engagement : la diversité n'est jamais autant appréciée que quand elle fait l'objet d'une surveillance stricte. Dans les parcs rénovés grâce à des dons privés recueillis par les associations, la présence des « autres » est soigneusement contrôlée. Chaque ouverture de bar et de restaurant, ou demande de licence d'alcool, est examinée de près par les associations de quartier. Et surtout, alors que la *gayfriendliness*

est devenue un signe de distinction sociale, les notables du *South End* la célèbrent dans un environnement excluant toute affirmation ou célébration d'une culture et de mode de vie spécifiquement gays.

De riches gays et hétérosexuels se retrouvent ainsi rituellement dans le nouveau parc à chiens du *South End*, créé grâce à la mobilisation politique et financière d'un groupe local. Ce minuscule entre-soi est dédié à des animaux de compagnie qui font l'objet de toutes les attentions – et de dépenses extravagantes. Mais pour leurs maîtres, le parc constitue aussi un haut lieu de sociabilité : on s'y salue, on se congratule, on s'invite aux fêtes qui se tiennent, non loin de là, dans les lofts rénovés. Des flirts s'amorcent aussi entre gays, loin des formes de drague et des pratiques sexuelles naguère en vigueur dans les recoins des parcs et des ruelles.

Conclusion

Cette enquête est centrée sur les rapports à l'espace résidentiel d'une fraction des classes supérieures, progressiste et légèrement moins dotée que celles qui peuvent habiter les quartiers bourgeois traditionnels. Mais le mot d'ordre de la diversité a été progressivement repris par des groupes sociaux plus puissants et s'institutionnalise aujourd'hui dans d'autres sphères. Aux États-Unis et plus récemment en France, le monde de l'entreprise a partiellement intégré cet impératif, conçu désormais comme un adjuvant de croissance et de productivité⁵. Même les partis de droite savent aujourd'hui promouvoir une Rama Yade et une Rachida Dati, ou aux États-Unis un Colin Powell.

Les critiques qu'il convient d'adresser à une notion aujourd'hui largement dépolitisée, et faisant écran à des questions plus structurelles comme les discriminations et les inégalités sociales, ne doivent toutefois pas manquer leur cible. La diversité que goûtent les classes supérieures et les élites dirigeantes indique un rapport recomposé aux minorités raciales et sexuelles comme aux plus pauvres⁶. Une place, limitée et contrôlée, est désormais faite à des groupes naguère tout simplement condamnés à l'invisibilité sociale, l'éloignement géographique et l'indignité culturelle. Diversifier pour mieux régner ? C'est ce règne *différent* qu'il convient d'analyser. ■

5. Laure Bereni, « Faire de la diversité une richesse pour l'entreprise ». La transformation d'une contrainte juridique en catégorie managériale », *Raisons politiques*, n° 35, 2009, pp. 87-106.
6. Et non pas une promotion des minorités au détriment des classes populaires comme le soutient l'essayiste Benn Michaels (*La diversité contre l'égalité*, Raisons d'agir, 2009). Pour une critique de ce livre, voir Daniel Sabbagh, « Les ravages de la pensée moniste : à propos de "La Diversité contre l'égalité" », publié le 19 octobre 2009 sur le site de la revue Mouvements (<http://www.mouvements.info/Les-ravages-de-la-pensee-moniste-a.html>).